

Monsieur le Président, mes chers Confrères, Mesdames, Messieurs, chers amis¹,

Recevoir le prix Tocqueville est pour moi une grande joie et un grand honneur, non seulement parce que je m'inscris ainsi dans une lignée de lauréats prestigieux, mais parce que cette distinction est pour moi l'occasion de célébrer la mémoire de l'une des trois très grandes figures des sciences sociales qui, avec Max Weber et Durkheim, ont accompagné toute ma vie professionnelle. J'ai toujours été impressionné notamment par la seconde *Démocratie en Amérique*, celle de 1840, un chef d'œuvre qui représente une étape majeure dans un flux de recherches important et continu, toujours bien vivant aujourd'hui.

*

Un superbe aphorisme des *Souvenirs* de Tocqueville résume admirablement la thèse principale de sa seconde *Démocratie* : *L'avenir, juge éclairé et impartial, mais qui arrive hélas ! toujours trop tard*. Cet aphorisme signifie que, dans les sociétés démocratiques, *l'avenir* tend à ne retenir des soubresauts du passé, du mouvement vibrionnant qui affecte la vie des institutions et des idées, que ce qu'en approuverait un *juge éclairé et impartial*. Un peu comme l'histoire des sciences est peuplée sur le court et le moyen terme de querelles inexpiables entre savants, mais ne retient sur le long terme que les théories les plus solides, le court et le moyen terme moral, social et politique sont, eux aussi, faits de dissensions et de conflits. C'est seulement dans le long terme que la main invisible du juge éclairé et impartial consent à se manifester.

Lorsque Tocqueville affirme avec une fierté non dissimulée être l'inventeur d'une *science politique nouvelle*, il a en tête une science qui

soit capable de déchiffrer les tendances sous-jacentes aux aléas du court terme, mais aussi d'échapper au subjectivisme, celui d'un Guizot ou celui, tout différent bien sûr, d'un Michelet. C'est encore parce qu'il était habité par la conviction que résume sa métaphore du juge éclairé et impartial que le député de la Manche qu'il fut a livré avec constance deux combats politiques : l'un pour l'abolition de l'esclavage sur les terres de souveraineté française, l'autre pour l'adoption du suffrage universel, bien qu'il mesurât pleinement les risques qu'il comportait. Dix ans après la publication de la seconde *Démocratie*, il a sans doute vu une justification de ses appréhensions dans l'approbation par l'électorat du coup d'Etat du 2 décembre, qu'il avait désapprouvé et qui avait provoqué son retrait de la vie politique.

D'où lui venait, malgré cela, sa conviction que le suffrage universel était appelé à se généraliser ? De ce qu'il découle du principe de l'égalité de dignité de tous les hommes, indépendamment de leurs qualités et de leurs mérites.

Le moteur de l'histoire réside donc selon Tocqueville plutôt dans les *idées* des hommes que dans leurs *intérêts matériels*, contrairement à ce que soutiendra Karl Marx, son cadet d'une dizaine d'années. Certaines idées sont supérieures à d'autres, à la fois du point de vue des *principes* qui les inspirent et des *effets* qu'on peut en attendre. D'autres sont bonnes du point de vue des *principes* et incertaines s'agissant de leurs *effets*. Mais lorsqu'une idée est préférable à une autre du point de vue des *principes*, elle tend à être retenue.

C'est pourquoi Tocqueville a décrit l'évolution des idées et des institutions dans les démocraties modernes comme guidée par la *providence*. Mais comme il était agnostique, la providence n'était dans son esprit qu'une *métaphore*, désignant l'effet composite des jugements

individuels des hommes. Elle signifie que, sur le long terme, l'opinion publique est le moteur même de l'évolution morale, sociale et politique, bien qu'elle puisse se révéler tyrannique sur le court et le moyen terme.

Mais Tocqueville est parfaitement conscient du fait que l'action de la *providence* est toujours menacée par des forces adverses. Il n'y a pas selon lui de déterminisme historique. L'absence de déterminisme lui paraît même vitale, car c'est elle qui confère un sens à l'action politique, en lui confiant le soin de combattre les forces qui retardent les arrêts du juge éclairé et impartial.

Le caractère complexe de la théorie politique de Tocqueville tranche en fin de compte de façon saisissante avec le simplisme des essayistes d'aujourd'hui qui voient dans ce qu'ils baptisent la *démocratie d'opinion* une perversion de la démocratie représentative.

*

Après Tocqueville, le grand sociologue allemand Max Weber a développé une théorie proche de la sienne, en la précisant. *Ce ne sont pas les intérêts réels ou supposés qui guident l'action des hommes, mais bien les idées*, déclare-t-il. Dans le *court et le moyen terme*, la vie politique des sociétés démocratiques est minée par de sérieux conflits de *valeurs*. Que bien des idées soient supérieures à d'autres du point de vue des *principes* qui les inspirent, mais incertaines du point de vue de leurs *effets*, crée une tension entre *l'éthique de conviction* et *l'éthique de responsabilité*, tension qui confère à l'histoire une dimension inévitablement conflictuelle, et dans certains cas tragique. Mais dans le long terme, ce sont les idées les plus viables qui tendent à émerger.

L'une des découvertes majeures de Tocqueville et de Weber est donc d'avoir montré que, par delà le bruit et la fureur de l'histoire, on discerne un processus de *rationalisation* de la vie morale, sociale et politique dans

les sociétés démocratiques. Mais ils ont bien vu aussi que ce processus était en butte à des forces adverses, conjoncturelles et structurelles.

L'une de ces forces structurelles a été découverte et qualifiée par Roberto Michels, un disciple de Max Weber, de *loi d'airain de l'oligarchie*. Cette idée lui a été inspirée par son expérience directe des syndicats et des partis sociaux-démocrates italiens et allemands. Ils affichaient en toute bonne foi une éthique démocratique. Mais leur pratique se présentait comme oligarchique. Leurs équipes dirigeantes parvenaient en effet régulièrement à imposer à leurs sympathisants des politiques que ceux-ci récusaient. Roberto Michels constate que cette tendance à l'oligarchie n'affecte pas seulement les syndicats et les partis, mais les démocraties dans leur ensemble et la qualifie pour cette raison de *loi*. Mais, malgré tous ses efforts, il ne parvint pas à en expliquer les raisons d'être.

C'est finalement un économiste et sociologue de notre temps, l'Américain Mancur Olson, qui a identifié le mécanisme responsable des menaces oligarchiques qui pèsent sur toute démocratie : lorsqu'un *petit groupe organisé* cherche à imposer ses vues à un *grand groupe non organisé*, explique-t-il, il a des chances de ne rencontrer que peu de résistance. Car chacun des membres du grand groupe sait qu'il recueillerait les fruits de la résistance même s'il n'y participe pas. Il a donc tendance à se comporter en *passager clandestin*, c'est-à-dire à compter sur autrui pour exercer des pressions visant à contrer le petit groupe organisé. Il s'ensuit qu'une action collective du grand groupe contre le petit a de fortes chances de ne pas se produire.

Ce mécanisme explique que l'appareil d'un parti puisse imposer à ses sympathisants une politique contraire à leurs vœux. Il explique aussi qu'un gouvernement puisse accorder davantage d'attention aux

exigences des corporations et des groupes d'influence qu'aux demandes du public et à l'intérêt général. Conséquence de ce mécanisme : un gouvernement démocratique qui ne peut pas compter sur l'autorité d'un parlement respecté par l'opinion est particulièrement exposé à ce risque, car il se retrouve seul face aux corporations et aux groupes d'influence.

Le mécanisme mis en évidence par Olson explique aussi la persistance des *phénomènes idéologiques* dans les sociétés démocratiques. Pourquoi –pour évoquer un thème d'actualité- a-t-on pu si longtemps infliger aux élèves français la grammaire structurale, la méthode de lecture globale ou une pédagogie d'inspiration rousseauiste, alors qu'on avait pu très vite observer que ces mesures étaient contreproductives ? Pourquoi a-t-on pu imposer dans les manuels destinés à l'enseignement secondaire une histoire largement mythique de la Révolution française ? Pourquoi a-t-on si longtemps en France divinisé l'Etat et diabolisé l'entreprise ? D'où provient, Monsieur le Président, l'idée reçue selon laquelle la gauche aurait le *monopole du cœur* ? Toutes ces idées ont été lancées par des réseaux de connivence et d'affinité. Seule une fraction du public y adhère. Mais, en vertu de l'effet Olson, le public dans son ensemble n'a pas la volonté de s'y opposer. C'est pourquoi des idées fausses peuvent s'installer pour un temps toujours trop long. C'est pourquoi l'on voit apparaître le phénomène dit de la *pensée unique*, du *politiquement correct*, voire – dans les nations de tradition centralisatrice surtout- du *terrorisme intellectuel*. C'est l'une des raisons enfin pour lesquelles *l'avenir arrive hélas ! toujours trop tard*.

*

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, les quelques théories que je viens d'évoquer permettent d'abord d'opposer un optimisme bien tempéré au pessimisme qui s'affiche volontiers aujourd'hui sur l'évolution

des démocraties. En même temps, elles identifient certains des risques majeurs auxquels celles-ci sont exposées et notamment ceux qui résultent de l'impuissance du public face aux corporations ou aux groupes d'influence. Et elles définissent le sens de l'action politique : anticiper sur les jugements du juge éclairé et impartial.

Ces théories montrent encore que les sciences sociales peuvent contribuer efficacement à la compréhension des phénomènes politiques et sociaux et par suite servir la vie démocratique, dès lors qu'elles acceptent de se conformer aux règles des autres sciences. De Montesquieu à Olson, en passant par Tocqueville et Max Weber, on observe bien une continuité, un approfondissement, une efficacité explicative voire *prédictive* et une cumulativité des théories élaborées par les sciences sociales et politiques d'inspiration scientifique.

J'ai moi-même constamment tenté, à mon niveau, de suivre le modèle proposé par ces figures exemplaires. Cela m'a notamment conduit dans les dernières années à entamer des travaux sur les sentiments moraux, les sentiments de justice, les normes et les valeurs. Ils montrent que le public est loin d'adhérer au relativisme en faveur auprès des élites, à savoir de la doctrine qui tend à placer toutes les idées, toutes les productions de l'esprit et finalement toutes les cultures sur le même plan.

L'ascendant du relativisme auprès des élites me paraît avoir des effets redoutables. Il explique le sentiment de *perte des repères* qui caractérise la vie intellectuelle, sociale et politique, voire artistique, des démocraties contemporaines. L'un des compositeurs les plus célèbres de notre temps n'a-t-il pas déclaré publiquement, dans un entretien qui a fait le tour des rédactions du monde entier, que les attentats du 11 septembre étaient *la plus grande œuvre d'art qui ait jamais été conçue ?*

Sur un sujet beaucoup plus ponctuel mais qui engage lourdement l'avenir, l'influence du relativisme explique un fait préoccupant identifié par deux rapports récents rédigés, l'un à la demande du Ministre de l'Éducation nationale en exercice, notre confrère Xavier Darcos, l'autre à l'initiative de l'Académie des sciences morales et politiques² : selon ces rapports, les manuels français de sciences économiques et sociales donnent l'impression de mettre sous les yeux du jeune citoyen, moins le *savoir* solide que ces disciplines ont accumulé au cours du temps, qu'un catalogue d'opinions.

Cela est d'autant plus regrettable que les sciences économiques et sociales sont devenues dans les démocraties d'aujourd'hui, à côté des *humanités* et des sciences de la nature, le *troisième* pilier de la culture générale.

Raymond Boudon

¹ Allocation prononcée le 9 février 2009 à l'Institut de France, à l'occasion de la remise du Prix Alexis de Tocqueville 2008 par le Président Valéry Giscard d'Estaing.

² *Commentaire*, n°123, Automne 2008, 725-776.